

Drogue du pouvoir ou pouvoir drogué ?

Dans le type idéal de la démocratie, le pouvoir politique se suffit à lui-même. Le fait de représenter le peuple, d'avoir été légitimement élu par lui, est en soi et par soi le principe d'une valeur symbolique qui l'emporte sur toutes les autres – économiques, religieuses, sociales, etc. Cette transcendance est telle que l'usage courant identifie le pouvoir politique au concept même de pouvoir. On parle du « pouvoir », de « l'accès au pouvoir », de « l'exercice du pouvoir » pour désigner le pouvoir politique, suggérant ainsi qu'il est l'archétype, la quintessence même du pouvoir et qu'il relègue toutes les autres formes non politiques dans le subalterne, l'accessoire, l'insignifiant. Michel Foucault contestera cette identification, mais elle demeure une composante fondamentale de l'imaginaire démocratique.

C'est pourquoi toute compromission avec ces formes secondaires est ressenti comme une souillure, une altération inacceptable, une corruption au sens originel et littéral du terme. L'idée que le pouvoir ne peut s'exercer que dans et par la vertu, dans un style ascétique qui, à la limite, refuse toute autre jouissance – cette idée procède du souci de préserver « le pouvoir » dans son intégrité et sa pureté essentielles. De Robespierre à Mendès-France, puis à De Gaulle payant lui-même ses dépenses personnelles à l'Élysée, une même conception s'affirme : celle qui fait du pouvoir une sorte de sacerdoce, le principe d'un sacrifice librement consenti au nom de valeurs supérieures : la justice, l'égalité, la République, « une certaine idée de la France », etc.

Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'aujourd'hui nous en sommes loin. L'étrange, dans la myriade d'affaires qui se succèdent depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy au pouvoir, n'est pas tant dans leur accumulation que dans leur accélération. Après les deux épisodes initiaux de la soirée au Fouquet's et du yacht de Bolloré, un « retour au politique » semblait avoir prévalu avec le sauvetage du traité européen puis les divers épisodes de la crise économique et financière mondiale. Mais depuis un an, les « affaires » se succèdent à nouveau de plus en plus rapidement.

Comment expliquer cette accélération ? Au-delà des explications conjoncturelles une raison de fond peut être avancée. S'il est vrai que, selon l'adage, le pouvoir corrompt, il est également vrai, comme on vient de le voir, qu'il peut être corrompu par sa contamination avec des valeurs qui lui sont étrangères. L'autorité assise sur une pure légitimité républicaine ou démocratique est incontestable. Lorsque cette autorité se mêle à la puissance de l'argent ou aux influences médiatiques et qu'elle veut s'appuyer sur elles, par là même, elle s'altère, donc s'affaiblit dans son noyau essentiel.

Cet affaiblissement provoque paradoxalement une aggravation du mal : de même que le fumeur ou le drogué doivent prendre des doses de plus en plus fortes pour obtenir le même effet, de même un pouvoir affaibli par le mélange des genres ne peut que chercher un illusoire renforcement dans de nouvelles compromissions.

Visiblement, le « pouvoir » actuel (qui n'est plus qu'à moitié politique) est engagé dans cette spirale addictive dont il aura bien du mal à sortir, malgré ses velléités ostentatoires (la suppression de la garden-party de l'Élysée...). La gouvernance par les sondages, par la télévision, par les magazines « people », par les connivences (Lagardère, Bolloré et consorts) et les arrangements entre amis (Woerth-Bétancourt) procure au pouvoir un simulacre de reviviscence suivi, comme pour l'alcool et les stupéfiants, par un affaiblissement accru.

On dit souvent que le pouvoir est une drogue. C'est sans doute vrai. Mais il peut aussi se droguer lui-même à des substances qui altèrent sa puissance sous l'apparence de la renforcer. De cette toxicomanie-là, il n'est guère d'exemple de désintoxication réussie.